**MENTION DES TEXTES QUI REGISSENT L'ENQUETE PUBLIQUE,
INSERTION DE L'ENQUETE DANS LA PROCEDURE ADMINISTRATIVE,
DECISIONS POUVANT ETRE ADOPTEES AU TERME DE L'ENQUETE
ET AUTORITES COMPETENTES POUR PRENDRE LA DECISION D'APPROBATION**

☐ Mention des textes qui régissent l'enquête publique au titre de l'article R.123-8 du Code de l'Environnement

La modification du PLU est soumise à enquête publique réalisée conformément au chapitre III du titre II du livre Ier du Code de l'Environnement.
A ce titre, les textes qui régissent l'enquête publique sont :

Code de l'environnement	Articles	Issu ou modifié par la loi
Champ d'application et objet de l'enquête publique	Articles L.123-1 à L.123-2	LOI n° 2010-788 du 12 juillet 2010 portant engagement national pour l'environnement
Procédure et déroulement de l'enquête publique	Articles L.123-3 à L.123-19	LOI n° 2010-788 du 12 juillet 2010 portant engagement national pour l'environnement
Champ d'application de l'enquête publique	Article R.123-1	Décret n° 2011-2018 du 29 décembre 2011 portant réforme de l'enquête publique relative aux opérations susceptibles d'affecter l'environnement
Procédure et déroulement de l'enquête publique	Articles R.123-2 à R.123-27	Décret n° 2011-2018 du 29 décembre 2011 portant réforme de l'enquête publique relative aux opérations susceptibles d'affecter l'environnement

☐ Insertion de l'enquête dans la procédure administrative en cours

La présente enquête publique est organisée pour la mise en œuvre des articles L.123-13-1 et L.123-13-2 du Code de l'Urbanisme qui prévoit que le plan local d'urbanisme peut être modifié ou révisé par délibération de l'organe délibérant de l'établissement public de coopération intercommunale ou, dans le cas prévu par le deuxième alinéa de l'article L.123-6, le conseil municipal après enquête publique réalisée conformément au chapitre III du titre II du livre Ier du code de l'environnement.

La procédure de modification est engagée pour modifier le règlement ou les orientations d'aménagement et de programmation, sous réserve des cas où une révision s'impose (article L.123-13-1 C.U.).

Lorsque le projet de modification a pour effet (article L.123-13-2 C.U.) :

- 1) soit de majorer de plus de 20 % les possibilités de construction résultant, dans une zone, de l'application de l'ensemble des règles du plan (hors majorations des possibilités de construire prévues au 6° alinéa de l'article L.123-1-11, ainsi qu'aux articles L.127-1, L.128-1 et L.128-2 C.U.) ;
- 2) soit de diminuer ces possibilités de construire ;
- 3) soit de réduire la surface d'une zone urbaine ou à urbaniser ;

il est soumis à enquête publique.

En dehors de ces cas et dans le cas des majorations des possibilités de construire prévues au 6^o alinéa de l'article L.123-1-11, ainsi qu'aux articles L.127-1, L.128-1 et L.128-2 C.U., la procédure de modification peut être adoptée selon une procédure simplifiée. (cf. fiche modification simplifiée).

Cette enquête publique intervient avant l'approbation de la modification et permet au public de consulter l'ensemble des pièces. Ainsi, chacun peut faire part de son avis sur le projet et prendre connaissance des changements envisagés. La durée de l'enquête doit être au moins égale à un mois et peut se prolonger dans certains cas spécifiques.

☐ Décisions pouvant être adoptées au terme de l'enquête

Au terme de l'enquête publique, le commissaire enquêteur ou la commission d'enquête transmet son rapport au maître d'ouvrage dans un délai d'un mois. Ce rapport contient les doléances recueillies lors de l'enquête publique ainsi que les conclusions du commissaire enquêteur ou de la commission d'enquête.

Il est assorti d'un avis favorable ou non, avec ou sans réserves. L'avis a pour but d'éclairer l'autorité compétente pour prendre la décision. Si les suggestions et recommandations formulées dans le rapport ne doivent pas être obligatoirement retenues par le maître d'ouvrage, un avis défavorable n'est pas sans conséquences. En effet, dans ce cas, le juge peut suspendre la décision prise après des conclusions défavorables, si elle comporte un moyen propre à créer un doute sérieux quant à la légalité de celle-ci.

Aux vues des conclusions du commissaire enquêteur, la personne responsable du projet, peut modifier le projet. Dans ce cas, si ces changements modifient l'économie générale du projet, le maître d'ouvrage demande à l'autorité organisatrice d'ouvrir une enquête complémentaire portant sur les avantages et inconvénients de ces modifications pour le projet et pour l'environnement.

En cas d'avis favorable motivé, le projet ou modification peut être approuvé par le conseil municipal ou l'organe délibérant de l'EPCI.

☐ Autorités compétentes pour prendre la décision d'approbation

Au terme de l'enquête publique réalisée conformément au chapitre III du titre II du livre Ier du Code de l'Environnement, la modification ou révision du plan local d'urbanisme est approuvé par délibération de l'organe délibérant de l'établissement public de coopération intercommunal ou dans le cas prévu par le deuxième alinéa de l'article L.123-6, le conseil municipal.